

## **La DDTM33 Police de l'eau est le Guichet Unique**

concernant les digues classées selon le décret de 2007 et des futurs systèmes d'endiguement selon le décret de 2015.

## **.Vos contacts**

[ambre.minart@gironde.gouv.fr](mailto:ambre.minart@gironde.gouv.fr)

.CC: [ddtm-sner@gironde.gouv.fr](mailto:ddtm-sner@gironde.gouv.fr)

.La DDTM33 s'appuie sur :

.- Le Service Risques naturels/ Service Ouvrage Hydraulique de la DREAL-Nouvelle Aquitaine pour analyser la partie technique et sécurité du système d'endiguement proposé:

• [doh.srn.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr](mailto:doh.srn.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr)

.- Le Service Risque et Gestion de Crise de la DDTM33 concernant la prévention risque inondation:

• [ddtm-ra@gironde.gouv.fr](mailto:ddtm-ra@gironde.gouv.fr)

DDTM33/ Service Eau et Nature/Police de l'Eau

• On ne parle plus de « digue » mais de système d'endiguement

• Suite à la mise en place de la GEMAPI, les digues classées selon le décret 2007 ne le seront plus à compter du :

1<sup>er</sup> janvier 2021 (ou 30 juin 2022 si dérogation accordée) pour les classes A et B

1<sup>er</sup> janvier 2023 (ou 30 juin 2024 si dérogation accordée) pour les classes C

## Que deviennent les digues classées « décret 2007 »

- Soit elles sont reprises dans un système d'endiguement
  - Soit elles ne sont pas reprises et leur autorisation deviendra caduque.
- Elles devront être neutralisée : suppression du sur aléa et mise en transparence. Une étude hydraulique est nécessaire\*.*
- Une déclaration de la cessation de prévention des inondations au préfet doit être effectuée (déclaration de cessation d'exploitation d'un ouvrage prévue aux R214-45 et R214-48 du code de l'environnement).*



**PRÉFÈTE  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

\* dans des cas simple, si il n'y a pas d'enjeux humains dans une zone de danger de 100 fois la hauteur en charge de la digue, l'étude de sur-aléa n'est pas nécessaire.



## Les digues non classées=pas d'existence réglementaire

• Soit elles sont intégrées dans un système d'endiguement

.Soit elles devront être neutralisées.

DDTM33/Service Eau et Nature/Police de l'Eau

***•Le propriétaire du terrain est responsable de la***

" / . / . / \ / \ /

# Quels travaux tant que la digue classée n'est pas reprise dans un SE ?

## **Travaux d'entretien courant non soumis à autorisation**

- Seule l'autorité compétente GEMAPI ou le responsable historique si ouvrage de droit privé (ASA)
- Le dossier doit comporter des études avant-projet, des consignes de gestion en phase chantier, une note sur la sécurité de l'ouvrage projeté et une étude d'incidence sur l'impact environnemental. Les travaux doivent être conçus par un Bureau d'étude agréé (R214-119 et R214-120)

# Quels travaux tant que la digue classée n'est pas reprise dans un SE ?

## **Travaux soumis à autorisation**

- Entraînant des modifications substantielles (retrait, recul, création, prolongement significatif, création d'un barrage écrêteur de crue, modification du niveau de protection ou de la zone protégée)
- Dans ce cas, il s'agit d'une autorisation environnementale reposant sur la rubrique 3.2.6.0 et qui ne doit être déposée que par l'autorité ayant compétence GEMAPI (R.562-14)



## Avancement de la reconnaissance des SE en Gironde

- Questionnaire DREAL Nouvelle Aquitaine /DDTM33 (10 retours sur 21)
- Demande de dérogation pour le délais de la reconnaissance des SE de manière simplifiée (12 à ce jour)
- Cadrages amont sur des projets

- De nombreuses autorités détenant la GEMAPI ont démarré les études avant projet et les modélisations.
- Mise en œuvre très longue et décisions sur les enjeux à protéger très complexes
- Aujourd'hui 1 SE autorisé en Gironde par la voie de la simplification et 1 SE en cours d'instruction par la voie « normale » avec enquête publique.
- *Remarque : le fait de régulariser les digues sans travaux permet de respecter le calendrier GEMAPI.*